

INTERCOMMUNALITÉS
DE FRANCE



FINANCEMENT DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE

ENJEUX, RECOMMANDATIONS
ET PROPOSITIONS DES
INTERCOMMUNALITÉS

SEPTEMBRE 2022

ÉTUDE



Gaëtan Brisepierre,
docteur en sociologie de
l'Université Paris Sorbonne,
expert de la transition
énergétique et écologique du
bâtiment, gérant du cabinet de
sociologie GBS

RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS PUBLICS : ANALYSER LES DÉCISIONS DES ÉLUS

VOUS ÊTES L'AUTEUR D'UNE ÉTUDE SOCIOLOGIQUE SUR LA DÉCISION DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DU PATRIMOINE DES PETITES ET MOYENNES COMMUNES⁶⁰. QUELLES SONT LES MOTIVATIONS POUR LES PROJETS DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE ?

La principale motivation de rénovation du patrimoine chez les élus n'est pas la transition écologique ou les économies financières mais l'amélioration du service rendu aux habitants, de la qualité d'usage du bâtiment. Les élus devront rendre compte de leurs décisions aux citoyens. Par conséquent, l'identification des bâtiments à traiter en priorité ne relève pas uniquement d'une analyse énergétique objective du patrimoine mais dépend en premier lieu des demandes exprimées par les usagers et de la symbolique des bâtiments. Suite à la rénovation, la satisfaction des usagers envers le bâtiment rénové est un critère plus important aux yeux des élus que les économies d'énergie réalisées, qui sont rarement mesurées avec précision. La rénovation n'est pas qu'énergétique et peut répondre à de multiples enjeux, dont l'accessibilité et le confort d'été; les élus ont un rôle d'animation afin de faire remonter les besoins. Des arbitrages sont nécessaires, et ne sont pas toujours favorables à l'énergie.

La question de la qualité d'usage doit être intégrée en amont dans le projet de rénovation comme une dimension à part entière, notamment sur le plan budgétaire, sous peine de ne pas être traitée du tout. La période qui suit la rénovation est essentielle pour s'assurer de la satisfaction des usagers et va conditionner la poursuite de la dynamique de rénovation sur le patrimoine : si les premières rénovations sont des contre-références en termes de satisfaction des citoyens, il sera compliqué d'enclencher d'autres travaux de rénovation énergétique.

L'implication de la collectivité dans l'accompagnement à la rénovation énergétique des logements renforce le besoin d'exemplarité sur le patrimoine public. Souvent traités comme des volets distincts, la rénovation énergétique des logements et celle des bâtiments publics interagissent et une dynamique est à organiser.

QUELS SONT LES PRINCIPAUX FREINS À LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DU PATRIMOINE DE CES COMMUNES ?

L'ingénierie et le financement sont les verrous majeurs pour la rénovation du patrimoine. Les petites et moyennes communes n'ont pas les moyens humains pour piloter des rénovations énergétiques d'ampleur, elles ont besoin d'un appui externe en ingénierie.

Le diagnostic posé dans l'étude est que les communes ne se lancent dans les projets qu'en présence de subventions importantes, souvent de l'ordre de 70 à 80 %. Elles recourent très peu à l'autofinancement et ne souhaitent pas emprunter, du fait d'une capacité économique d'emprunt faible et de l'injonction morale au désendettement qui pèse sur les élus. La capacité des communes à mobiliser des subventions auprès de différents guichets est cependant inégale et, face à des enveloppes limitées, le poids politique de l' élu joue dans leur attribution.

Du fait de ressources financières et humaines limitées, les élus doivent faire des arbitrages entre les projets de transition écologique et énergétique. La rénovation énergétique des bâtiments publics est souvent mise au second plan par rapport à d'autres projets plus visibles, tels que la production d'énergies renouvelables ou la construction de nouveaux équipements.

60. Etude réalisée pour l'ADEME, la Banque des Territoires, la FNCCR et le Plan Bâtiment Durable auprès de communes de 500 à 40 000 habitants.